

UNE REELLE CAPACITE UNIVERSITAIRE A RESISTER AU FORCING GOUVERNEMENTAL

Le forcing gouvernemental pour imposer le projet présidentiel de "refondation des universités" donne une importance décisive à l'intervention immédiate des universitaires (et bien au-delà) et au Congrès du SNESUP des 6, 7 et 8 juin. La formulation même de ce texte de loi, annoncé pour juillet est tout à la fois méprisante pour le travail effectué depuis des années par les milliers d'universitaires et annonce de lourdes menaces contre les universités, contre nos garanties statutaires, contre la conception d'une science vivante irriguant une société démocratique.

"La priorité doit être la lutte contre l'échec, l'articulation forte de la recherche et de la formation dans le service public du post-bac, et non l'autonomie conçue comme concurrence entre les établissements" a déclaré le secrétaire général du SNESUP, Jean Fabbri, au nom du SNESUP et de la FSU jeudi 31 mai devant la ministre. Dans la communauté universitaire et autour d'elle, les convergences, les possibilités de rassemblement pour défendre, développer et transformer le service public d'enseignement supérieur et de recherche sont considérables. Même en imposant un calendrier très contraint- offrant peu de champ à l'intervention des organisations syndicales-, le gouvernement est obligé de l'entendre. "Les universités ne sont pas des entreprises", il est bon que la CPU s'exprime en ce sens. En témoignent aussi les convergences exprimées devant la ministre par la quasi totalité des intervenants autour du service public, de la démocratie dans les instances, du refus d'un système universitaire à deux vitesses, et l'appel -très large- à organiser des Assises à partir des établissements, autour des propositions portées par la communauté universitaire, est un vecteur fort de mobilisation. Dès maintenant dans chaque établissement, le SNESUP appelle à informer, alerter, rassembler les enseignants du supérieur, l'ensemble des personnels, les étudiants, la population, à interpeller les élus et candidats.

Pour donner toute la force et la rapidité nécessaires à ces initiatives, un syndicat ancré dans l'activité des collègues, dans les établissements, réactif, démocratique, renforcé, porteur de propositions transformatrices et démocratiques est indispensable. Nous appelons sans réserve les enseignants du supérieur à rejoindre, renforcer le SNESUP.

COMMUNIQUE DE PRESSE FSU du 31 mai 2007

Valérie Pécresse a réuni les organisations représentant le monde universitaire pour lui présenter le calendrier et les axes de concertation de la loi sur l'autonomie et la gouvernance des universités, concertation dont le terme est fixé au 22 juin. Elle a également présenté ses cinq chantiers ultérieurs.

La FSU a rappelé que pour elle les priorités étaient ailleurs que dans une loi sur l'autonomie : elles sont notamment dans les moyens dévolus aux universités, en particulier avec un collectif budgétaire immédiat, dans un nouvel élan à donner à la réussite des étudiants, en traitant notamment la question de la lisibilité des parcours, de la qualification et sa reconnaissance, dans l'amélioration de la politique de recherche et des rapports entre universités et organismes de recherche.

Elle a constaté avec satisfaction qu'une majorité des participants partage ses réserves sur le calendrier et ses exigences sur la démocratie dans les universités et sur le respect des fondements du service public.

La ministre s'est voulue rassurante à la fois en réaffirmant le refus de la sélection, le rôle pilote de l'état et le maintien des financements d'état, y compris sur le patrimoine immobilier. Elle n'a pas répondu sur la question d'un collectif budgétaire si ce n'est pour la subordonner à l'aboutissement du projet de loi.

La FSU, qui maintient ses objections sur le projet et le calendrier, participera aux concertations en veillant notamment aux questions de démocratie, de lutte contre un système concurrentiel, de maintien des principes de service public et du statut national dans une fonction publique de carrière pour les personnels, de lien entre enseignement et recherche. Elle rendra régulièrement compte aux personnels.

Elle entend faire en sorte que les cinq chantiers annoncés traitent l'ensemble des questions posées à l'enseignement supérieur et répondent véritablement aux besoins et aux attentes (amélioration de la réussite des étudiants, amélioration de toutes les carrières, amélioration du cadre de vie, d'enseignement et de recherche...).